

YASSIN AL-HAJ SALEH

# La Question syrienne

*articles traduits de l'arabe (Syrie) par Nadia Leïla Aïssaoui,  
Ziad Majed et Farouk Mardam-Bey*

Sindbad  
*ACTES SUD*



*Pour Samira et pour Firas, voyageurs que j'escorte.*

Nadia, Ziad et Farouk ne sont pas que les traducteurs de ce livre, ni seulement mes amis. Nous partageons surtout la même cause, à la fois syrienne, libanaise, palestinienne, arabe, qui est aussi celle de l'émancipation universelle. À Nadia, Ziad et Farouk revient une part essentielle de ce livre pour avoir contribué au choix des textes et assumé la tâche de les traduire avec, j'en suis certain, ce qu'il fallait de tendresse pour l'original arabe. C'est grâce à eux qu'ils sont à présent disponibles au public français et francophone. Je les en remercie.



## INTRODUCTION

Ces articles ont été écrits au cours des quatre dernières années dans quatre villes : Damas, Douma, Raqqa et Istanbul – en fait, la plupart à Damas, où j’ai vécu deux ans dans la clandestinité. Je réside actuellement à Istanbul, mais je ne considère pas cette grande métropole comme un exil, non seulement parce que je fais partie des quatre millions de Syriens qui ont dû quitter leur pays, selon des chiffres qui me paraissent en deçà de la réalité, mais aussi parce que ma femme, Samira al-Khalil, a été enlevée en décembre 2013 à Douma, à proximité de Damas, par une organisation salafiste avec trois de ses camarades, Razan Zaitouneh, Wail Hamadé et Nazim Hammadi, et que mon frère, Firas, est prisonnier de Daech depuis juillet 2013. D’autres amis et connaissances partagent son sort : Ismail al-Hamod, le père Paolo Dall’Oglio, Ibrahim al-Ghazi, Abdallah al-Khalil et Muhammad Nour Matar.

Je ne suis pas non plus en exil parce que pas un jour, depuis quatre ans et huit mois, les Syriens n’ont eu un

moment de répit, sans tueries, rafles ou tortures, pour reprendre leur souffle, s'enquérir de la situation de leurs proches, faire leurs adieux à leurs parents et amis disparus, et réfléchir à ce qui leur arrive pour affronter l'avenir.

Je tenterai dans ces pages de retracer mon itinéraire durant ces cinquante-six mois, de Damas à Istanbul, afin d'expliquer le contexte de chacun de ces articles. La tragédie syrienne a cruellement effacé la distance entre le public et le privé, le général et le particulier, chaque Syrien étant en quelque sorte devenu un personnage public. Les millions de personnes qui ont subi l'horreur dans leur chair racontent leurs histoires, des histoires parfois différentes mais qui finalement se ressemblent, et cette prise de parole indique en soi leur aspiration à se réappropriier la politique – et leur pays.

Ceci est donc le livre d'un homme engagé dans ce combat, et qui voudrait fournir des informations et des analyses pouvant intéresser les lecteurs sans préjugés.

Quand la révolution s'est déclenchée, en mars 2011, je vivais à Damas depuis déjà plus de dix ans. Je poursuivais auparavant à Alep mes études universitaires, interrompues pendant dix-sept ans, dont seize passés en prison pour mon appartenance au parti communiste d'opposition. À Damas, où je me suis installé quelques mois seulement après la succession de Bachar al-Assad à son père, je me suis consacré à l'écriture et à la traduction, ce qui m'a permis d'observer attentivement l'évolution du pays avant la révolution, et depuis son déclenchement jusqu'à mon départ, deux ans et sept mois plus tard. Ma femme,

---

Samira, qui avait passé quatre ans en prison, de 1987 à 1991, était ma partenaire idéale, y compris dans la rédaction de mes articles. Elle les lisait et les commentait avant ou après leur publication. Je me souviens surtout de ceux qu'elle a aimés. Nous nous étions rencontrés en 2000, et mariés en 2002. Ainsi ma vie d'écrivain et ma vie conjugale se sont confondues dès le début.

Le 30 mars 2011, je suis entré en clandestinité, emportant juste quelques effets personnels et des livres. Je n'étais pas poursuivi mais je voulais pouvoir m'exprimer en toute clarté. Une télévision par satellite arabe m'avait demandé de commenter le discours que Bachar venait de prononcer, et j'avais dû malgré moi arrondir les angles. C'est ce qui m'a incité à prendre ma décision.

Mon nom était relativement connu, mais je n'étais pas une célébrité et peu de gens connaissaient mon visage. C'était aussi le cas de Samira. En clandestinité, il m'était possible d'écrire sans m'autocensurer.

Ma cachette des quatre premiers mois n'était pas un appartement, mais elle avait l'avantage d'être située en centre-ville. Samira pouvait y accéder en prenant mille précautions, cependant il lui était impossible d'y habiter. J'écrivais à l'époque une chronique hebdomadaire pour le quotidien *Al-Hayat* et deux articles sans engagement régulier pour d'autres journaux. C'est pourquoi j'ai beaucoup hésité en établissant cette anthologie à partir des quelque 380 textes publiés entre mars 2011 et novembre 2015, dont 235 écrits en Syrie avant mon départ pour la Turquie en octobre 2013. J'ai dû par conséquent sacrifier dans ce livre beaucoup d'articles qui auraient expliqué davantage le

cours des événements et permis de connaître plus précisément ma propre évolution.

Le premier texte inclus dans ce recueil, “La révolution des gens ordinaires : questions morales, culturelles et politiques”, a été publié en juin 2011. On remarquera qu’il était imprégné d’espoir et de confiance. J’ai essayé d’y souligner le caractère démocratique et libérateur de l’*intifada*, comme je l’appelais alors, en montrant comment elle a sorti de l’ombre des individualités et des localités du pays longtemps occultées par le régime assadien. Elle avait deux composantes : l’une “traditionnelle”, plus ou moins conservatrice, originaire de villes et de villages appauvris et marginalisés, et l’autre “moderne”, issue des classes moyennes éduquées, mais toutes les deux formaient ce que j’ai nommé la “société du travail”, c’est-à-dire qu’elles ne subvenaient à leurs besoins ni par une rente de situation ni par un privilège octroyé par le pouvoir. Je proposais d’inclure les islamistes dans notre vision de la nouvelle Syrie démocratique, car ils n’avaient jamais été exclus de la vie politique en Syrie ou dans les autres pays arabes sans que soient exclues en même temps toutes les forces de l’opposition indépendantes, qu’elles fussent de gauche ou libérales. Certes, intégrer les islamistes dans le jeu démocratique n’est pas chose facile, mais s’obstiner à les en éloigner est désastreux.

Quatre mois plus tard, j’ai déménagé vers un vrai logement où Samira habitait avec moi et où je pouvais travailler dans de meilleures conditions (dans ma première cachette, je n’étais seul que la nuit). Je venais de m’y installer quand, en juillet 2011, les chars du régime ont pris d’assaut les villes



de Hama et de Deir ez-Zor, où de gigantesques manifestations avaient eu lieu qui ressemblaient à celles de la place Tahrir, au Caire. J'avais assisté moi-même à Damas, début avril, à une tentative de rassemblement de ce genre, durement réprimée par les services de renseignement et les *chabbîha*<sup>1</sup>. De même, à Homs, le 18 avril, près de 200 personnes avaient été tuées quand les manifestants avaient essayé de dresser des tentes place de l'Horloge pour s'y installer durablement. Les cadavres avaient été évacués au bulldozer, et les pompiers s'étaient chargés de laver la place.

Les *chabbîha* étaient, avec les *mukhâbarât*, les bras armés du pouvoir durant la première phase de la révolution. Le mot *chabbîha* a fait depuis lors le tour du monde pour désigner cette force irrégulière de répression dont on avait très peu parlé auparavant. Dans mon article "Les *chabbîha* et leur État", qui date de septembre 2011, j'ai voulu montrer les origines sociales et politiques de ce phénomène effrayant, et la fonction particulière qu'il remplit dans le régime Assad, parallèlement à des agissements similaires sur les plans politique, économique et culturel, dus à l'étroitesse de sa base sociale et à son déficit de légitimité. Dans un autre article, écrit le même mois, je disais ma crainte, devant le début de la militarisation de la révolution, de voir dominer ce que j'ai appelé la "logique de la nécessité", celle d'une lutte à mort dans une guerre ouverte où les aspirations démocratiques ne s'exprimeraient plus avec la même force et où la colère se substituerait à la raison.

Jusqu'à la fin de 2011, comme tous les militants et les intellectuels de l'opposition, je pensais que le régime ne tarderait pas à tomber. Ben Ali n'avait tenu qu'un mois,

Moubarak trois, Ali Abdallah Saleh un peu plus, enfin, Kadhafi lui-même avait fini par être renversé et tué, certes par une intervention de l’Otan. Seul le roi du Bahreïn était toujours là, épaulé par l’Arabie saoudite avec la bénédiction des États-Unis. On ne pouvait imaginer que la révolution syrienne, bénéficiant d’un large soutien populaire, n’allait pas rapidement l’emporter. Il m’arrivait de dire qu’il fallait neuf mois pour voir la Syrie accoucher d’un beau bébé, mais, une fois ce délai dépassé, j’ai commencé à m’inquiéter pour la santé et de la mère et de l’enfant. Et il était devenu évident que personne n’était disposé à leur venir en aide.

Début 2012, ayant eu l’impression d’être surveillé, j’ai emménagé avec Samira dans un autre appartement, encore situé en centre-ville. La répression se durcissait jour après jour, et ce que nous disions auparavant sans vouloir y croire, comme quoi Bachar était disposé à détruire la Syrie pour rester au pouvoir, se vérifiait aux yeux de tous. C’était son seul et unique programme.

Il m’a paru alors nécessaire d’approfondir ma réflexion sur les origines sociales, historiques et culturelles du conflit syrien. D’où vient cette violence inouïe exercée par le clan au pouvoir contre son propre peuple ? Et toute cette haine ? Et toute cette bassesse ? Mon article “Les racines sociales et culturelles du fascisme syrien” tentait de répondre à ces questions. Une certaine conception du nationalisme arabe, que j’ai appelé l’“arabité absolue”, celle du parti Baath, ouvrait selon moi la porte à toutes ces dérives : la militarisation de l’espace public, la séparation par un haut mur entre les Syriens et le monde extérieur, considéré comme

intrinsèquement maléfique, l'interdiction de la politique. Quand on s'y opposait, on courait le risque d'être accusé de haute trahison, et par conséquent d'être incarcéré pour de longues périodes et torturé, voire tué. Le communautarisme favorisait l'identification au régime d'une partie de la population, facilement mobilisable pour les basses œuvres. Sous Bachar, une nouvelle bourgeoisie vit le jour, qui lui devait tout, et qui risquait de tout perdre s'il tombait. La "modernisation" dont elle se gargarisait consistait tout simplement à vernir le cercle intime de Bachar, sans lui réclamer la moindre réforme politique. Idéologie qui a remplacé l'ancienne version du nationalisme arabe, tout en maintenant ses implications quant à la haine de l'étranger et le rejet du pluralisme social et politique, et en leur ajoutant un solide mépris de la masse "sous-développée" de la population, qui s'apparente à celui des colons pour les colonisés. Or certains intellectuels, en vantant les mérites de cette modernité-là sous des prétextes culturalistes, ne faisaient que justifier la violence qui frappait les classes les plus défavorisées.

Installé dans un quatrième appartement, cette fois dans le quartier Muhâjirîn, à deux kilomètres du centre-ville, je comptais pour mes achats indispensables sur Samira, toujours extrêmement prudente, et sur un jeune ami militant, mais je continuais à me déplacer de temps en temps à pied, en empruntant les voies secondaires pour éviter les barrages. La résistance armée prenait de l'ampleur face à la terreur fasciste, et il était clair, vu le refus du régime d'envisager une solution politique au conflit, que le médiateur Kofi Annan allait échouer dans sa mission. J'ai participé

à l'époque à la discussion sur la militarisation de la révolution, ses causes et ses éventuelles conséquences. L'État assadien n'avait plus le monopole des armes mais, du côté adverse, on manquait d'une direction capable d'organiser la confrontation avec le régime. À la base, ceux qui étaient en mesure d'assumer cette fonction n'avaient pas suffisamment de liens avec les combattants ni les ressources financières nécessaires. J'évitais d'ordinaire de faire des prévisions mais je n'ai pas pu m'empêcher d'écrire dans un article : "Si le régime persiste à intensifier son action militaire, et rien n'indique qu'il ne le fera pas, la militarisation se généralisera, et l'« armée libre », qui est un nom générique donné à toutes les formations de résistance armée, se transformera en groupes djihadistes. La cause de tels groupes est religieuse, et non nationale, et leur moyen d'action est la violence nihiliste, c'est-à-dire le terrorisme<sup>2</sup>."

Parallèlement à la lutte armée, les manifestations pacifiques se poursuivaient. Des appels étaient lancés à la désobéissance civile et à la grève générale. À Damas même, en mai 2012, dès les premiers signes d'une grève en solidarité avec les victimes du massacre de Houlé, Bachar convoqua les commerçants de la vieille ville et les menaça de la démolir sur leurs têtes.

Les puissances occidentales dénonçaient publiquement les crimes du régime mais avaient en réalité opté pour la "stabilité" et la "pérennité des institutions de l'État", autrement dit pour le maintien du régime. Les veto russe et chinois au Conseil de sécurité les exemptaient de mettre leurs actes en conformité avec leurs paroles, laissant Bachar massacrer en toute impunité. Ainsi furent réunies

---

les conditions que j'ai analysées dans l'article "La montée du nihilisme guerrier en Syrie" et qui se résument en une violence déchaînée, une religiosité rigoriste en expansion et un désengagement international devant une situation jugée incontrôlable et incompréhensible. Quand j'ai écrit cet article en mai 2012, je n'étais pas le seul à douter de l'existence autonome du Front al-Nusra, créé au début de l'année. Nous savions depuis longtemps que le régime était passé maître en manipulation de groupes salafistes. Il avait libéré des détenus djihadistes trois mois après le déclenchement de la révolution ; nous nous souvenions du Jund al-Cham, qui avait revendiqué l'assassinat en 2005 du Premier ministre libanais, Rafic Hariri, ou du Fath al-Islâm qui s'était illustré en 2007 en affrontant l'armée libanaise dans le camp palestinien de Nahr al-Bared près de Tripoli et en entraînant la destruction du camp. Le chef de ce dernier groupe, Chaker al-'Absi, avait été, lui aussi, détenu en Syrie et libéré peu avant ces événements. Mais même si Al-Nusra n'était pas une pure invention des services de renseignement, tout ce qui se passait dans le pays favorisait la naissance d'une ou de plusieurs organisations de ce genre : les déboires de la révolution, le sentiment de larges pans de la population d'être abandonnés du monde entier, le désespoir de ne pouvoir obtenir justice ici-bas...

Une nuit d'avril, à une heure avancée, l'amie qui nous avait aidés à nous loger frappa à notre porte pour nous avertir que les *mukhâbarât* étaient en train de fouiller les immeubles du quartier et qu'il fallait déguerpir le plus tôt possible. J'avais pris l'habitude de travailler la nuit et de

dormir au petit matin. Je réveillai Samira à l'aube et nous partîmes à 7 heures en emportant juste nos ordinateurs portables. Deux jours plus tard, nous voilà dans un cinquième appartement, à proximité du centre-ville, où nous allions loger pendant un an. Je dois dire que c'est grâce à son propriétaire, un ami damascène, que j'avais réussi à me débrouiller depuis mon entrée en clandestinité.

Tous les appartements où j'ai vécu ces deux années m'étaient gracieusement offerts par des amis, et c'est un signe de la solidarité que la révolution a révélée entre les Syriens ordinaires, après des décennies au cours desquelles le régime les avait montés les uns contre les autres et éloignés des affaires publiques.

En juin, les manifestations hebdomadaires réunissaient des foules énormes dans plus de sept cents localités du pays. Mais, un mois plus tard, il n'y en avait pratiquement plus. En effet, entre-temps, l'aviation militaire était entrée en action contre la population civile, et le régime n'hésitait plus à bombarder les quartiers urbains et les villages avec des missiles Scud. Le 18 juillet, plusieurs personnalités sécuritaires de premier plan, constituant ce qu'on appelait la "cellule de gestion de la crise", ont été tuées dans un attentat. On pensait généralement à l'époque que c'était une opération exécutée par la résistance armée et que le régime allait sombrer. J'ai osé le lendemain me promener dans les rues principales, me rendre devant le café fréquenté par les intellectuels, et j'ai constaté que le principal barrage de fouille, place des Sept-Fontaines, avait disparu. En fait, c'était le prélude d'une nouvelle étape, encore plus meurtrière, dans la guerre menée par le régime, qui s'est

probablement lui-même débarrassé de ladite “cellule” à l’instigation de l’Iran. Dès août, quand l’aviation bombardait les files devant les boulangeries, il est devenu évident, même pour Kofi Annan, qui a depuis démissionné, que Bachar “ne reculera devant rien pour garder le pouvoir”.

Je ne peux pas prétendre que j’étais conscient de ce qui se passait dans les coulisses du pouvoir ni que j’avais une vision claire du terrain. Il m’a fallu près d’un an pour me rendre pleinement compte que depuis le milieu de l’an 2012 le conflit n’était plus syro-syrien, mais régional et international. L’Iran pesait désormais de tout son poids, le Hezbollah entraînait les forces du régime à la guérilla et participait aux combats déjà avant son entrée en scène, officiellement en avril 2013. Des djihadistes sunnites proches d’Al-Qaïda avaient de leur côté occupé en juin 2012 le passage de Bab al-Hawa entre la Syrie et la Turquie. La confrontation prenait de plus en plus un caractère confessionnel. Dans mon article “Al-Assad ou personne”, j’abordais la constitution nihiliste du régime à partir de ce mot d’ordre scandé par ses partisans, et je soulignais les convergences entre ce nihilisme-là et celui des djihadistes, et les ressemblances entre leurs *chabbîha* respectifs.

Il n’en restait pas moins que le régime continuait à perdre des positions en dépit des bombardements par l’aviation, des missiles terre-terre, et du recours à l’armement chimique (à ce propos, s’il n’était pas certain de la disposition du régime à recourir à cet armement, Obama n’aurait pas évoqué ses fameuses “lignes rouges”). La Ghouta orientale et les quartiers périphériques à l’est de Damas, notamment, ont échappé à son contrôle en automne 2012.